

▲ Responsabilité des entreprises

Une nouvelle affaire pour le géant Shell © Amnesty International

ENQUÊTE

SHELL ACCUSÉ DE COMPLICITÉ D'EXÉCUTIONS AU NIGERIA

Publié le 03.07.2017.

Une nouvelle affaire concernant les activités du géant pétrolier Shell dans la région du Delta du Niger pourrait mettre fin à des décennies d'impunité.

Judi 29 juin 2017 aux Pays-Bas, Esther Kiobel, Victoria Bera, Blessing Eawo et Charity Levula, dont les maris ont tous été exécutés en 1995, intentent un procès à Shell.

Elles réclament des dommages et intérêts en réparation du préjudice causé par les actes illégaux de Shell ainsi que des excuses publiques.

En cause ? Le rôle joué par l'entreprise dans les événements ayant conduit à l'arrestation, la détention et l'exécution illégales de leurs maris, pendus par le régime militaire nigérian dans les années 1990.

1994 : 4 CHEFS OGONIS ASSASSINÉS

En mai 1994, quatre chefs ogonis connus pour être des opposants au Mouvement pour la survie du peuple ogoni (MOSOP) ont été tués. Sans produire aucun élément, les autorités imputent ces homicides au MOSOP. Des dizaines d'arrestations ont alors lieu, dont le dirigeant du mouvement, Ken Saro-Wiwa, et Barinem Kiobel.

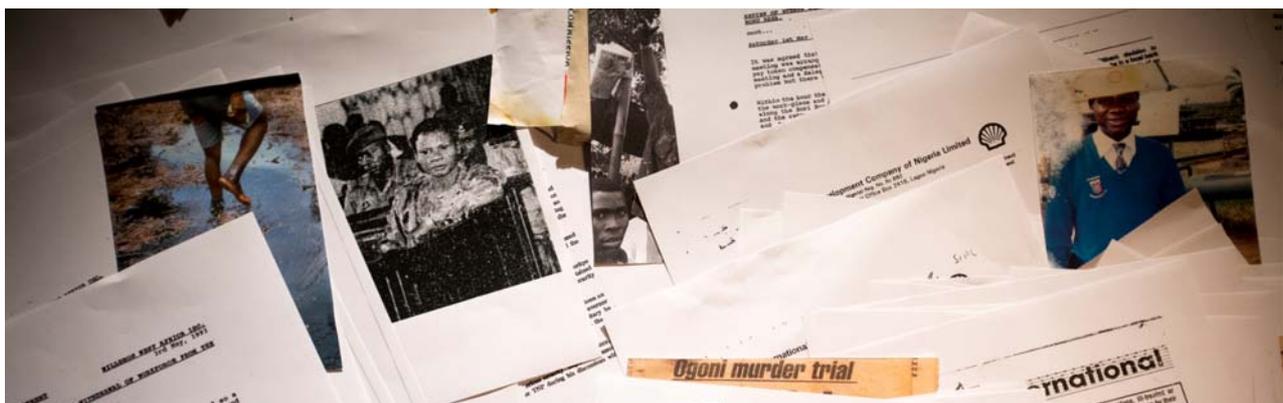
Ce dernier n'était pas membre du MOSOP mais occupait un poste de haut fonctionnaire et critiquait les agissements de l'armée en pays ogoni. Il a affirmé avoir tenté d'empêcher les meurtres – une version des faits étayée par les éléments présentés au procès.

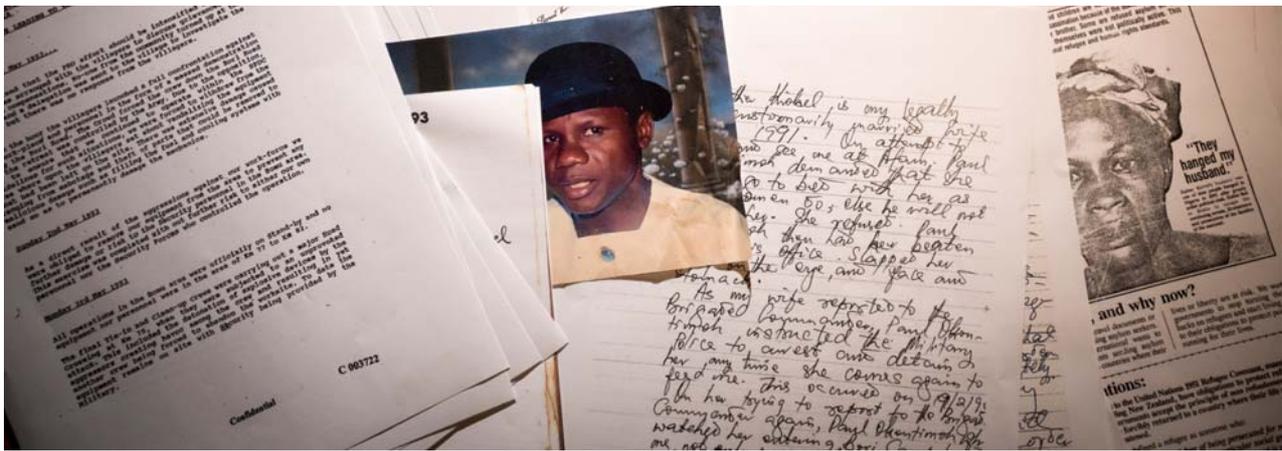
Après les arrestations, au moins deux témoins de l'accusation ont affirmé que l'État du Nigeria les avait soudoyés pour accabler les accusés, leur proposant notamment des emplois chez Shell, le tout en présence de l'avocat de l'entreprise. La compagnie pétrolière a toujours nié ces allégations.

Nombre des hommes ogonis arrêtés en raison de leur implication présumée dans le meurtre des quatre chefs ont été régulièrement victimes d'actes de torture et d'autres mauvais traitements en détention. Même après le début du procès, l'officier responsable de l'incarcération n'a autorisé les accusés à consulter leurs avocats qu'avec son accord préalable et généralement en sa présence.

Les neuf ogonis ont été déclarés coupables et condamnés à mort en octobre 1995. À l'époque, nous avons, avec d'autres organisations, dénoncé la conduite de ce procès, que nous estimions inéquitable et sous-tendu par des considérations politiques.

Le 10 novembre, les condamnés ont été pendus et leurs corps, jetés dans une fosse commune.





Une affaire de plus de 20 ans © Amnesty International

LIAISONS DANGEREUSES : LE RÔLE TROUBLE DE SHELL

Les exécutions de ces neuf hommes ont été le point culminant d'une campagne brutale menée par l'armée nigérienne réduire au silence les protestations du MOSOP.

Déjà cible des autorités nigérianes depuis plusieurs années, cette organisation dénonçait les dégâts écologiques provoqués en pays ogoni par les compagnies pétrolières et leurs conséquences sur la santé et les moyens de subsistance des populations vivant dans la région.

La préoccupation principale de Shell et de l'État nigérian, qui exploitaient les gisements du delta du Niger dans le cadre d'un partenariat, était de faire cesser les manifestations.

Au moment des exécutions, Shell était l'une des entreprises qui pesait le plus parmi celles implantées au Nigeria. Elle extrayait près d'un million de barils de pétrole brut par jour, soit environ la moitié de la production nationale. Les exportations d'hydrocarbures représentaient jusqu'à 96 % des recettes de source étrangère enregistrées par le pays.

Lire aussi : [Shell, carte blanche pour violer les droits humains](#)

FAIRE TAIRE LES MANIFESTATIONS

Shell a encouragé l'État à stopper Ken Saro-Wiwa et le MOSOP, sachant qu'ils seraient, de ce fait, très probablement victimes de violations des droits humains. Quelques semaines seulement avant les arrestations, le président de Shell Nigeria avait rencontré le président de l'époque, le général Sani Abacha, et soulevé ce qu'il appelait le « problème des Ogonis et de Ken Saro-Wiwa ».

Ce n'était pas la première fois que l'entreprise exhortait l'armée et les forces de sécurité du **Nigeria** à endiguer les manifestations des Ogonis, qu'elle considérait comme un problème, susceptible d'avoir de graves répercussions économiques pour elle.

Les liaisons dangereuses entre Shell et l'État nigérian n'ont jamais fait l'objet d'une enquête digne de ce nom. Plusieurs décennies après les terribles événements qui ont conduit à la **pendaison** des neuf Ogonis, des questions importantes concernant Shell demeurent sans réponse. Il est temps de faire la lumière sur ces zones d'ombre.

Rien ne ramènera ceux qui ont perdu la vie mais il reste la possibilité de transmettre un message, à savoir qu'aucune **entreprise**, aussi grande et puissante soit-elle, ne peut échapper définitivement à la justice.